

L'ALLEMAGNE CHERCHE À DÉLÉGITIMER LE NUCLÉAIRE EN EUROPE

Hubert Vedrine

L'Allemagne cherche à délégitimer le nucléaire en Europe

Pour l'ancien Ministre des Affaires Etrangères, l'énergie joue un rôle considérable dans les relations internationales, mais il ne faut pas le surestimer. L'énergie influe-t-elle de plus en plus les relations internationales? Oui et non. C'est déjà depuis longtemps un facteur considérable, au moins depuis le début de l'ère du pétrole il y a environ un siècle, et pour la France, la création de la CFP après la première guerre mondiale. Est-ce que c'est de plus en plus important? La demande croissante mondiale d'énergie peut créer des pressions, des hausses de prix, des tensions. Mais il faut se garder d'une sorte d'interprétation «complotiste» ou paranoïaque qui ressortit à chaque crise ou guerre, selon laquelle tout s'explique par «le pétrole». En fait, à mon avis, c'est assez rare, mais certaines opinions publiques adorent penser cela. Comme pour la guerre en Irak en 2003.... Si les Américains avaient eu uniquement en tête de mettre la main sur le pétrole irakien, ils auraient pu envoyer Donald Rumsfeld demander à Saddam Hussein de réserver aux États-Unis le pétrole de son pays... en échange de la levée des sanctions. Cela aurait été plus facile que d'intervenir militairement... La guerre en 2003 s'expliquait par d'autres raisons, fondamentalement machistes : il fallait que l'Amérique lave la blessure et l'humiliation du 11 septembre. Pour cela, elle devait trouver une cible répugnante, qui fasse suffisamment peur, soit facile à écraser et se prête à l'idéologie de la démocratisation de l'extérieur par la force : l'Irak. Et dans le cas de l'intervention plus récente en Libye? Je pense que le pétrole n'a joué quasiment aucun rôle, même si des acteurs secondaires, à un moment donné se sont peut être dit, «si je me place bien dans le processus en cours, j'y trouverais un avantage pétrolier après». Cela reste à voir. Cela n'explique pas de toute façon l'appel du Conseil de Coopération du Golfe, ni celui de la Ligue arabe, qui a été déterminant pour bloquer un veto des Russes ou des Chinois contre la résolution 19.73. Le Qatar aussi a exercé une influence, mais pas pour les hydrocarbures, il en a bien assez! Ce qui compte pour les acheteurs d'énergie, ce ne sont pas les régimes, c'est la qualité et la stabilité des contrats. Comment analysez-vous l'impact géopolitique de la catastrophe de Fukushima? En affaiblissant momentanément l'économie japonaise et des pays qui dépendent de son électronique, elle a rappelé l'étroite interdépendance mondiale. Cela a poussé quelques rares pays à décider de «sortir» du nucléaire (alors que c'est d'abord une catastrophe géologique, maritime, et de l'urbanisation incontrôlée!). D'autres pays hésitent. A l'échelle mondiale, il n'y a pas de bouleversement véritable, mais cela va donner un salutaire coup d'accélérateur à la sûreté et à la sécurité nucléaires, et aux énergies renouvelables, ce qui permettra plus vite de voir celles qui sont économiquement viables ou pas. Quel rôle joue le nucléaire dans la politique étrangère française? Le fait d'être une puissance nucléaire donne une influence mondiale, même si c'est une coïncidence historique que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui ont le droit de veto, disposent de l'arme nucléaire. Cette arme reste un élément clé de statut - je suis assez gaulliste de ce point de vue - et de dissuasion. Je pense qu'elle a permis d'éviter une nouvelle guerre mondiale est-ouest, par exemple durant le blocus de Berlin, la crise de Cuba, ou les guerres au Proche-Orient. Sauf hypothèse utopique de désarmement général, un pays qui y renoncerait serait déclassé. Et la maîtrise de l'énergie nucléaire civile?... Elle ne joue pas directement un rôle déterminant dans les relations internationales, sauf qu'en réduisant la dépendance énergétique elle augmente l'autonomie (mais impose d'avoir un accès sûr à des réserves en uranium). Mais là encore, il faut relativiser. On dépend de gens (fournisseurs) qui dépendent de nous (acheteurs). Regardez dans le pétrole. Nous avons toujours été dépendants de l'extérieur, tout comme les États-Unis. Ce n'est pas idéal, mais au cours des 50 dernières années, nous n'avons jamais été victimes de pays producteurs qui auraient utilisé leur statut de fournisseur comme levier politique. Le seul exemple - limité - de chantage est celui de la Russie envers l'Ukraine. Dans les années 70, les hausses de prix de l'OPEP ne visaient pas d'abord à mettre l'Occident à genoux mais à rattraper des prix jugés trop bas. L'OPEP n'a jamais cherché à sanctionner les États-Unis pour leur soutien à Israël, etc. Pour autant, il faut systématiquement diversifier ses approvisionnements, ne pas dépendre d'une seule source d'énergie, ni d'un seul fournisseur. Autrement dit, l'énergie ne change pas la donne géopolitique globale? Non, pas en tant que telle mais cela peut être régionalement décisif. Et elle fait déjà partie de la donne globale. Quel est le fait majeur des vingt dernières années? Alors qu'ils croyaient triompher, les Occidentaux ont perdu le monopole de la puissance. Ces trois ou quatre derniers siècles, l'Europe puis les États-Unis ont dominé le monde. Après l'effondrement de l'URSS en 1991, l'Occident a fait preuve d'une myopie triomphaliste et euphorique incroyable car c'est justement durant ces années 1990 que les pays émergents ont pris leur essor. Les pays occidentaux avaient cru que la mondialisation ne pouvait jouer que pour eux! Ce n'est pas le cas. Le monde est désormais multipolaire, le lieu d'une compétition multipolaire, de batailles pour l'énergie, les technologies, l'innovation, les parts de marché... Grâce aux gaz non conventionnels, les États-Unis ont atteint l'autosuffisance en matière de gaz, cela les rend moins dépendants de l'Arabie ou du Venezuela, mais cela ne révolutionne pas leur politique étrangère, ni leur dilemme numéro 1: la Chine. Les Chinois ont-ils une vision différente des questions énergétiques? Ils semblent avoir une vision à beaucoup plus long terme que nos démocraties occidentales, malades de médiatisation émotionnelle et de «court termisme» économique et politique. Le régime chinois réfléchit en terme de décennies. Je ne voudrais surtout pas échanger notre modèle pour le leur, mais pour le moment cette stabilité et cette capacité d'analyse à long terme les avantage en matière économique et énergétique. Ainsi Deng Xiaoping avait choisi à l'avance les deux prochaines générations suivantes de dirigeants! Le choix de sortie du nucléaire de l'Allemagne a-t-il eu un impact sur les relations entre nos deux pays? Oui sans aucun doute. On voit que même après 50 ans de «religion d'Etat» sur l'amitié franco-allemande, la France et l'Allemagne restent des pays très différents. Comme on peut le constater dans le débat sur l'euro, les obsessions des Allemands sont très différentes des nôtres... C'est encore plus le cas pour l'énergie et pour l'atome. Une majorité de notre opinion voit le nucléaire comme facteur de puissance militaire et d'indépendance. Pour les allemands, c'était une arme monstrueuse entreposée sur leur territoire durant la guerre froide, sur laquelle ils n'avaient aucun contrôle. D'où un rejet viscéral, lié au fait que le nucléaire pouvait détruire leur pays, situé entre les deux blocs. On peut donc comprendre leur décision... La peur de l'opinion, oui. Les décisions des responsables, c'est autre chose. Pour nous, c'est une décision perturbante, d'autant qu'il n'y a eu aucune concertation, qui s'ajoute à d'autres divergences. Quand Gerhard Schröder et les Verts ont décidé, en 2000, de sortir du nucléaire, cela avait moins gêné la France. Cela nous paraissait une décision bizarre, isolée, imposée par les verts dans une coalition et vouée à un échec probable. La volte-face récente d'Angela Merkel sur la question est plus nettement un calcul électoral, et un changement de pied de sa part, mais il nous perturbe davantage car nos deux pays avaient atteint une certaine compréhension mutuelle sur les questions d'énergie, que cela remet en cause. D'autant que l'Allemagne cherche à délégitimer le nucléaire en Europe en général. Que voulez-vous dire? Lors des négociations à Bruxelles sur le paquet énergie climat, en 2008, la France avait obtenu que, pour atteindre ses objectifs en matière de réduction de CO2, chaque pays ait le droit de fixer son mix énergétique, y compris avec du nucléaire. On peut craindre que l'Allemagne ne veuille faire perdre au nucléaire son statut d'énergie décarbonée au côté des énergies renouvelables (et au sein de l'OTAN elle a bataillé contre la confirmation de l'OTAN comme alliance nucléaire). Or l'Allemagne ne peut pas affirmer qu'elle réussira sa transition énergétique dans les délais proclamés. Il n'y a pas de bonne solution (sans CO2) de remplacement du nucléaire à court terme, cela ne peut être que progressif. Bref, cette décision nous empoisonne. Mais Paris se garde de critiquer Berlin là-dessus car il y a des sujets plus dramatiques en ce moment entre nos deux pays.





06/01/2012